

de tous. On compte six femmes, dont deux ouvrières, deux choristes et une danseuse, Mlle Marie Assailly, MM. Jasse, costumier, Florentin, machiniste et Barbonnel, figurant.

Le matin dit que l'on a constaté 10 décès, parmi lesquels Mme Veronnet, femme du chef machiniste qui lui-même est blessé grièvement. M. Tiers, choriste, M. Paul, habilleur, M. Miro, chef-costumier.

LA GRISSE

M. DE MACKAU CHEZ M. J. GRÉVY

Paris, 25 mai. — Un journal du matin a parlé d'une visite faite par MM. de Mackau et Jules Ferry au président de la République.

A ce sujet, le secrétaire général des droites a communiqué aux journaux la note suivante :

« Les journaux de ce matin rapportent que MM. de Mackau et Jules Ferry, se sont rendus hier, vers 6 heures, à l'Élysée, où ils ont été reçus par M. Grévy.

« Il est inexact que M. de Mackau soit allé à l'Élysée avec M. Jules Ferry.

« Signé : BARON DE MACKAU.

Nous sommes en mesure de vous donner sur cette question les détails les plus précis. C'est à 4 heures que M. de Mackau est allé à l'Élysée. Le sens de la déclaration qu'il était chargé de faire au président de la République avait été arrêté auparavant dans une réunion tenue par le bureau des groupes de droite.

« Je viens de la Présidence de la République, dit M. de Mackau, vous adresser à ce sujet la déclaration que vous m'avez remise mercredi dernier. M. Plichon, député du Nord.

« La droite n'entend nullement faire de l'opposition; elle ne veut pas davantage s'immiscer dans la question ministérielle, ni en ce qui concerne pas vis-à-vis d'elle par des actes agressifs.

« Un autre motif a dicté ma démarche.

« La droite de la Chambre s'est émue de ce qu'on dit au ministère Floquet-Boulangier possible. Elle tient à vous faire connaître nos avis sur ce point.

« Si l'on veut la guerre à brève échéance, que l'on garde le général Boulanger; si l'on veut être sûr dans cette éventualité, qu'on prenne M. Floquet.

« Si ce ministère devait être fait, la droite n'hésiterait pas à provoquer une occasion de déclarer qu'elle entend dégarer sa responsabilité et sa solidarité.

M. Grévy a répondu :

« Je comprends fort bien vos raisons; mais la constitution m'oblige à prendre un président du conseil. Il n'y a pas de doute sur ce point.

« D'en trouver un dans la majorité qui a renversé le cabinet Goblet. Croyez bien que si les circonstances l'eussent permis, je n'aurais pas hésité à faire appel à la droite.

« — M. de Mackau. — Oui, je comprends; et croyez aussi que, de notre côté, nous avons été mis en mesure de constituer un ministère ce serait déjà fait.

UN MINISTÈRE DUCLERC

Paris, 25 mai. — Voici la combinaison que l'on donnait à 6 heures dernière comme probable :

Présidence du Conseil : M. DUCLERC.

Finances : M. RIBOT.

Affaires étrangères : M. RIBOT.

Intérieur : M. TIRARD.

Justice : M. RAYNAL.

Instruction publique : M. DEWÈS.

Agriculture et Commerce : M. MÉLINE.

Guerre : GÉNÉRAL SAUSSIER.

Les portefeuilles des postes, des télégraphes et des travaux publics n'auraient pas encore de titulaire.

M. DE FREYCINET

Paris, minuit. — Un entretien de M. de Freycinet avec M. J. Grévy a duré de 9 à 11 heures. M. de Freycinet a insisté de nouveau sur les points suivants : « On donne, comme certains, les acceptations de M. Rouvier pour les finances, de M. Raynal pour les travaux publics, et comme probable, celle du général Saussier pour la guerre.

AVEUX

Nous trouvons dans la Justice les aveux suivants :

« Le désastre règne dans les esprits; on en vient à se demander si les institutions de liberté et de représentation nationale, si laborieusement conquises, ne sont pas en train de se perdre. Les esprits lassés; on assiste d'un côté à des surprises comme celle des élections de 1885; on voit de l'autre le sentiment d'irritation se traduire par le progrès des voix révolutionnaires. Dans le Parlement même, comme dans l'opinion, on se demande si le mal n'est pas dans le régime... »

Le signataire de ces lignes est M. Camille Pelletan.

LE KRACH DE M. WILSON

Il y a quelques jours, le Figaro annonçait que la situation financière de M. Wilson, grand président de la République, était compromise. Nous n'avons pas voulu d'abord reproduire les allégués de M. Wilson, pensant qu'elles seraient démenties. Elles ne l'ont pas été. Aujourd'hui, les journaux de province, ceux même de la région où vivait M. Wilson, ont publié les détails de sa situation. M. Wilson dans le monde officiel et à la Chambre, le rôle qu'il a joué et celui qu'il s'est trop souvent donné dans les intrigues de la politique républicaine, ne nous empêchent pas de nous intéresser à son sort. Voici l'article qui a été publié sous ce titre. Une conversation à la Bourse, par le Journal d'Indre-et-Loire :

« Notre correspondant parisien, prié par nous de tirer au clair les bruits qui circulent depuis quelque

temps autour de l'Élysée et du château de Chenonceaux, nous envoie la réponse qu'on va lire. Elle suffit pour expliquer la déresse de Mme Pelouse, qui rendait ses démentis à la presse. Elle prouve que le pauvre homme, vendant tous les bestiaux de Chenonceaux, cherche à louer le château lui-même, comme un simple hôtel garni, et qu'il n'a pu se procurer les fonds nécessaires à cet effet, etc., etc.

« Est-ce M. Wilson qui entraîne Mme Pelouse dans sa débauche; est-ce le château de Chenonceaux qui précipite son frère? Vous n'avez pas vu l'un et l'autre opérant ensemble et, après avoir partagé les bénéfices, partageant la mauvaise fortune. C'est de la bonne morale.

« Quel qu'il soit, comme ces événements privés intéressent non seulement toute une région de notre département, mais l'opinion entière de la situation politique de M. Wilson, il nous importe trop de savoir la vérité pour que nous ne nous précipitions pas de la faire connaître à nos lecteurs.

« Nous ne pouvons aujourd'hui nous arrêter qu'à un coin de voile; à plus tard d'autres détails, en attendant le démenti de la Petite France que nous sommes tout prêt à reproduire.

« Suit la conversation rapportée par le correspondant du Journal d'Indre-et-Loire.

« Tantôt, sous le prétexte de la Bourse, j'ai rencontré un homme politique qui mène de front les affaires financières et les affaires du pays. Il m'a raconté des choses très étonnantes.

« — Avez-vous lu le Gaulois du matin m'a-t-il demandé d'un air d'abord.

« — Oui.

« — N'avez-vous pas remarqué une note où il est dit qu'un député de la Seine-primitif a écrit de France au point de vue de la démission de M. Grévy.

« — Si fait. Eh bien?

« — Ce député, je vous le dit tout bas, c'est M. Wilson.

« — Vous plaisantez. La maison Grévy-Wilson et C^{ie} réalise chaque année des bénéfices considérables, tant sur les affaires politiques que sur les affaires industrielles. Elles émerge de grosses sommes au budget. Les secrets d'État dont elle dispose lui permettent de spéculer à court sûr. Et la France est comblée de ses bénéfices, de ces usines et de ses maisons de rapport.

« — Je sais tout cela. Je connais les circulaires de M. Wilson recommandant ses imprimés, ses journaux, ses fils, ses chemises pour dossiers, ses agences pour les étrangers, etc. Mais malgré tout cela, où plutôt à cause de tout cela, vous répétez que M. Wilson a compromis toute sa fortune.

« — Vous me surprenez. Il a donc subi récemment de grosses pertes à la Bourse.

« — Je ne puis rien vous dire de plus aujourd'hui. Mais tenez, je vais vous citer un fait qui a son équilibre. M. Wilson a emprunté au Crédit foncier de France 2 millions de francs, pour acheter un terrain qui n'en vaut guère plus de 700,000. Pour avoir recours à une pareille complaisance du gouverneur Christophle, il faut que ce terrain soit d'une importance capitale. Vous paraissez bien renseigné. Cependant je vous donne un conseil. Si vous n'avez pas de renseignements sur M. Wilson, ne vous fiez pas à ce que vous m'avez dit. M. Wilson a beaucoup baissé dans son département de plusieurs mois. Lui-même, dans son allure, a quelque chose de fatigué et de découragé, mais je crois sa fortune encore solide. Et puis sa famille est composée de riches bourgeois. M. Grévy ne voudrait pas laisser succomber son genre dans un affaire d'argent.

« — Il est possible, en effet, que le président avertisse M. Wilson. Mais c'est un homme d'ordre et d'économie. S'il intervient, ce sera pour liquider toutes les affaires de son genre et l'écartier pour jamais des spéculations de tous genres.

« — Prétendez-vous qu'on donnerait à M. Wilson un nouveau conseil judiciaire?

« — Hé! la chose ne se peut pas. Enfin, sachez-vous de ce que je viens de vous dire : M. Wilson a peut-être été beau joueur, mais il a perdu.

« Et le bourgeois qui a été le plus malade le soir de la catastrophe, pour lequel M. Grévy a écrit le mot de l'art-le-Diable.

« Ces confidences m'ont semblé très graves. Je ne veux pas les commenter, bien qu'il ne s'en gène pas dans les couloirs de la Chambre. M. Grévy ne voudrait pas laisser succomber son genre dans un affaire d'argent.

« — Il est possible, en effet, que le président avertisse M. Wilson. Mais c'est un homme d'ordre et d'économie. S'il intervient, ce sera pour liquider toutes les affaires de son genre et l'écartier pour jamais des spéculations de tous genres.

« — Prétendez-vous qu'on donnerait à M. Wilson un nouveau conseil judiciaire?

« — Hé! la chose ne se peut pas. Enfin, sachez-vous de ce que je viens de vous dire : M. Wilson a peut-être été beau joueur, mais il a perdu.

« Et le bourgeois qui a été le plus malade le soir de la catastrophe, pour lequel M. Grévy a écrit le mot de l'art-le-Diable.

« Ces confidences m'ont semblé très graves. Je ne veux pas les commenter, bien qu'il ne s'en gène pas dans les couloirs de la Chambre. M. Grévy ne voudrait pas laisser succomber son genre dans un affaire d'argent.

temps autour de l'Élysée et du château de Chenonceaux, nous envoie la réponse qu'on va lire. Elle suffit pour expliquer la déresse de Mme Pelouse, qui rendait ses démentis à la presse. Elle prouve que le pauvre homme, vendant tous les bestiaux de Chenonceaux, cherche à louer le château lui-même, comme un simple hôtel garni, et qu'il n'a pu se procurer les fonds nécessaires à cet effet, etc., etc.

« Est-ce M. Wilson qui entraîne Mme Pelouse dans sa débauche; est-ce le château de Chenonceaux qui précipite son frère? Vous n'avez pas vu l'un et l'autre opérant ensemble et, après avoir partagé les bénéfices, partageant la mauvaise fortune. C'est de la bonne morale.

« Quel qu'il soit, comme ces événements privés intéressent non seulement toute une région de notre département, mais l'opinion entière de la situation politique de M. Wilson, il nous importe trop de savoir la vérité pour que nous ne nous précipitions pas de la faire connaître à nos lecteurs.

« Nous ne pouvons aujourd'hui nous arrêter qu'à un coin de voile; à plus tard d'autres détails, en attendant le démenti de la Petite France que nous sommes tout prêt à reproduire.

« Suit la conversation rapportée par le correspondant du Journal d'Indre-et-Loire.

« Tantôt, sous le prétexte de la Bourse, j'ai rencontré un homme politique qui mène de front les affaires financières et les affaires du pays. Il m'a raconté des choses très étonnantes.

« — Avez-vous lu le Gaulois du matin m'a-t-il demandé d'un air d'abord.

« — Oui.

« — N'avez-vous pas remarqué une note où il est dit qu'un député de la Seine-primitif a écrit de France au point de vue de la démission de M. Grévy.

« — Si fait. Eh bien?

« — Ce député, je vous le dit tout bas, c'est M. Wilson.

« — Vous plaisantez. La maison Grévy-Wilson et C^{ie} réalise chaque année des bénéfices considérables, tant sur les affaires politiques que sur les affaires industrielles. Elles émerge de grosses sommes au budget. Les secrets d'État dont elle dispose lui permettent de spéculer à court sûr. Et la France est comblée de ses bénéfices, de ces usines et de ses maisons de rapport.

« — Je sais tout cela. Je connais les circulaires de M. Wilson recommandant ses imprimés, ses journaux, ses fils, ses chemises pour dossiers, ses agences pour les étrangers, etc. Mais malgré tout cela, où plutôt à cause de tout cela, vous répétez que M. Wilson a compromis toute sa fortune.

« — Vous me surprenez. Il a donc subi récemment de grosses pertes à la Bourse.

« — Je ne puis rien vous dire de plus aujourd'hui. Mais tenez, je vais vous citer un fait qui a son équilibre. M. Wilson a emprunté au Crédit foncier de France 2 millions de francs, pour acheter un terrain qui n'en vaut guère plus de 700,000. Pour avoir recours à une pareille complaisance du gouverneur Christophle, il faut que ce terrain soit d'une importance capitale. Vous paraissez bien renseigné. Cependant je vous donne un conseil. Si vous n'avez pas de renseignements sur M. Wilson, ne vous fiez pas à ce que vous m'avez dit. M. Wilson a beaucoup baissé dans son département de plusieurs mois. Lui-même, dans son allure, a quelque chose de fatigué et de découragé, mais je crois sa fortune encore solide. Et puis sa famille est composée de riches bourgeois. M. Grévy ne voudrait pas laisser succomber son genre dans un affaire d'argent.

« — Il est possible, en effet, que le président avertisse M. Wilson. Mais c'est un homme d'ordre et d'économie. S'il intervient, ce sera pour liquider toutes les affaires de son genre et l'écartier pour jamais des spéculations de tous genres.

« — Prétendez-vous qu'on donnerait à M. Wilson un nouveau conseil judiciaire?

« — Hé! la chose ne se peut pas. Enfin, sachez-vous de ce que je viens de vous dire : M. Wilson a peut-être été beau joueur, mais il a perdu.

« Et le bourgeois qui a été le plus malade le soir de la catastrophe, pour lequel M. Grévy a écrit le mot de l'art-le-Diable.

« Ces confidences m'ont semblé très graves. Je ne veux pas les commenter, bien qu'il ne s'en gène pas dans les couloirs de la Chambre. M. Grévy ne voudrait pas laisser succomber son genre dans un affaire d'argent.

UN MINISTÈRE DUCLERC

Paris, 25 mai. — Voici la combinaison que l'on donnait à 6 heures dernière comme probable :

Présidence du Conseil : M. DUCLERC.

Finances : M. RIBOT.

Affaires étrangères : M. RIBOT.

Intérieur : M. TIRARD.

Justice : M. RAYNAL.

Instruction publique : M. DEWÈS.

Agriculture et Commerce : M. MÉLINE.

Guerre : GÉNÉRAL SAUSSIER.

Les portefeuilles des postes, des télégraphes et des travaux publics n'auraient pas encore de titulaire.

M. DE FREYCINET

Paris, minuit. — Un entretien de M. de Freycinet avec M. J. Grévy a duré de 9 à 11 heures. M. de Freycinet a insisté de nouveau sur les points suivants : « On donne, comme certains, les acceptations de M. Rouvier pour les finances, de M. Raynal pour les travaux publics, et comme probable, celle du général Saussier pour la guerre.

AVEUX

Nous trouvons dans la Justice les aveux suivants :

« Le désastre règne dans les esprits; on en vient à se demander si les institutions de liberté et de représentation nationale, si laborieusement conquises, ne sont pas en train de se perdre. Les esprits lassés; on assiste d'un côté à des surprises comme celle des élections de 1885; on voit de l'autre le sentiment d'irritation se traduire par le progrès des voix révolutionnaires. Dans le Parlement même, comme dans l'opinion, on se demande si le mal n'est pas dans le régime... »

Le signataire de ces lignes est M. Camille Pelletan.

LE KRACH DE M. WILSON

Il y a quelques jours, le Figaro annonçait que la situation financière de M. Wilson, grand président de la République, était compromise. Nous n'avons pas voulu d'abord reproduire les allégués de M. Wilson, pensant qu'elles seraient démenties. Elles ne l'ont pas été. Aujourd'hui, les journaux de province, ceux même de la région où vivait M. Wilson, ont publié les détails de sa situation. M. Wilson dans le monde officiel et à la Chambre, le rôle qu'il a joué et celui qu'il s'est trop souvent donné dans les intrigues de la politique républicaine, ne nous empêchent pas de nous intéresser à son sort. Voici l'article qui a été publié sous ce titre. Une conversation à la Bourse, par le Journal d'Indre-et-Loire :

« Notre correspondant parisien, prié par nous de tirer au clair les bruits qui circulent depuis quelque

temps autour de l'Élysée et du château de Chenonceaux, nous envoie la réponse qu'on va lire. Elle suffit pour expliquer la déresse de Mme Pelouse, qui rendait ses démentis à la presse. Elle prouve que le pauvre homme, vendant tous les bestiaux de Chenonceaux, cherche à louer le château lui-même, comme un simple hôtel garni, et qu'il n'a pu se procurer les fonds nécessaires à cet effet, etc., etc.

« Est-ce M. Wilson qui entraîne Mme Pelouse dans sa débauche; est-ce le château de Chenonceaux qui précipite son frère? Vous n'avez pas vu l'un et l'autre opérant ensemble et, après avoir partagé les bénéfices, partageant la mauvaise fortune. C'est de la bonne morale.

« Quel qu'il soit, comme ces événements privés intéressent non seulement toute une région de notre département, mais l'opinion entière de la situation politique de M. Wilson, il nous importe trop de savoir la vérité pour que nous ne nous précipitions pas de la faire connaître à nos lecteurs.

« Nous ne pouvons aujourd'hui nous arrêter qu'à un coin de voile; à plus tard d'autres détails, en attendant le démenti de la Petite France que nous sommes tout prêt à reproduire.

« Suit la conversation rapportée par le correspondant du Journal d'Indre-et-Loire.

« Tantôt, sous le prétexte de la Bourse, j'ai rencontré un homme politique qui mène de front les affaires financières et les affaires du pays. Il m'a raconté des choses très étonnantes.

« — Avez-vous lu le Gaulois du matin m'a-t-il demandé d'un air d'abord.

« — Oui.

« — N'avez-vous pas remarqué une note où il est dit qu'un député de la Seine-primitif a écrit de France au point de vue de la démission de M. Grévy.

« — Si fait. Eh bien?

« — Ce député, je vous le dit tout bas, c'est M. Wilson.

« — Vous plaisantez. La maison Grévy-Wilson et C^{ie} réalise chaque année des bénéfices considérables, tant sur les affaires politiques que sur les affaires industrielles. Elles émerge de grosses sommes au budget. Les secrets d'État dont elle dispose lui permettent de spéculer à court sûr. Et la France est comblée de ses bénéfices, de ces usines et de ses maisons de rapport.

« — Je sais tout cela. Je connais les circulaires de M. Wilson recommandant ses imprimés, ses journaux, ses fils, ses chemises pour dossiers, ses agences pour les étrangers, etc. Mais malgré tout cela, où plutôt à cause de tout cela, vous répétez que M. Wilson a compromis toute sa fortune.

« — Vous me surprenez. Il a donc subi récemment de grosses pertes à la Bourse.

« — Je ne puis rien vous dire de plus aujourd'hui. Mais tenez, je vais vous citer un fait qui a son équilibre. M. Wilson a emprunté au Crédit foncier de France 2 millions de francs, pour acheter un terrain qui n'en vaut guère plus de 700,000. Pour avoir recours à une pareille complaisance du gouverneur Christophle, il faut que ce terrain soit d'une importance capitale. Vous paraissez bien renseigné. Cependant je vous donne un conseil. Si vous n'avez pas de renseignements sur M. Wilson, ne vous fiez pas à ce que vous m'avez dit. M. Wilson a beaucoup baissé dans son département de plusieurs mois. Lui-même, dans son allure, a quelque chose de fatigué et de découragé, mais je crois sa fortune encore solide. Et puis sa famille est composée de riches bourgeois. M. Grévy ne voudrait pas laisser succomber son genre dans un affaire d'argent.

« — Il est possible, en effet, que le président avertisse M. Wilson. Mais c'est un homme d'ordre et d'économie. S'il intervient, ce sera pour liquider toutes les affaires de son genre et l'écartier pour jamais des spéculations de tous genres.

« — Prétendez-vous qu'on donnerait à M. Wilson un nouveau conseil judiciaire?

« — Hé! la chose ne se peut pas. Enfin, sachez-vous de ce que je viens de vous dire : M. Wilson a peut-être été beau joueur, mais il a perdu.

« Et le bourgeois qui a été le plus malade le soir de la catastrophe, pour lequel M. Grévy a écrit le mot de l'art-le-Diable.

« Ces confidences m'ont semblé très graves. Je ne veux pas les commenter, bien qu'il ne s'en gène pas dans les couloirs de la Chambre. M. Grévy ne voudrait pas laisser succomber son genre dans un affaire d'argent.

UN MINISTÈRE DUCLERC

Paris, 25 mai. — Voici la combinaison que l'on donnait à 6 heures dernière comme probable :

Présidence du Conseil : M. DUCLERC.

Finances : M. RIBOT.

Affaires étrangères : M. RIBOT.

Intérieur : M. TIRARD.

Justice : M. RAYNAL.

Instruction publique : M. DEWÈS.

Agriculture et Commerce : M. MÉLINE.

Guerre : GÉNÉRAL SAUSSIER.

Les portefeuilles des postes, des télégraphes et des travaux publics n'auraient pas encore de titulaire.

M. DE FREYCINET

Paris, minuit. — Un entretien de M. de Freycinet avec M. J. Grévy a duré de 9 à 11 heures. M. de Freycinet a insisté de nouveau sur les points suivants : « On donne, comme certains, les acceptations de M. Rouvier pour les finances, de M. Raynal pour les travaux publics, et comme probable, celle du général Saussier pour la guerre.

AVEUX

Nous trouvons dans la Justice les aveux suivants :

« Le désastre règne dans les esprits; on en vient à se demander si les institutions de liberté et de représentation nationale, si laborieusement conquises, ne sont pas en train de se perdre. Les esprits lassés; on assiste d'un côté à des surprises comme celle des élections de 1885; on voit de l'autre le sentiment d'irritation se traduire par le progrès des voix révolutionnaires. Dans le Parlement même, comme dans l'opinion, on se demande si le mal n'est pas dans le régime... »

Le signataire de ces lignes est M. Camille Pelletan.

LE KRACH DE M. WILSON

Il y a quelques jours, le Figaro annonçait que la situation financière de M. Wilson, grand président de la République, était compromise. Nous n'avons pas voulu d'abord reproduire les allégués de M. Wilson, pensant qu'elles seraient démenties. Elles ne l'ont pas été. Aujourd'hui, les journaux de province, ceux même de la région où vivait M. Wilson, ont publié les détails de sa situation. M. Wilson dans le monde officiel et à la Chambre, le rôle qu'il a joué et celui qu'il s'est trop souvent donné dans les intrigues de la politique républicaine, ne nous empêchent pas de nous intéresser à son sort. Voici l'article qui a été publié sous ce titre. Une conversation à la Bourse, par le Journal d'Indre-et-Loire :

« Notre correspondant parisien, prié par nous de tirer au clair les bruits qui circulent depuis quelque

temps autour de l'Élysée et du château de Chenonceaux, nous envoie la réponse qu'on va lire. Elle suffit pour expliquer la déresse de Mme Pelouse, qui rendait ses démentis à la presse. Elle prouve que le pauvre homme, vendant tous les bestiaux de Chenonceaux, cherche à louer le château lui-même, comme un simple hôtel garni, et qu'il n'a pu se procurer les fonds nécessaires à cet effet, etc., etc.

« Est-ce M. Wilson qui entraîne Mme Pelouse dans sa débauche; est-ce le château de Chenonceaux qui précipite son frère? Vous n'avez pas vu l'un et l'autre opérant ensemble et, après avoir partagé les bénéfices, partageant la mauvaise fortune. C'est de la bonne morale.

« Quel qu'il soit, comme ces événements privés intéressent non seulement toute une région de notre département, mais l'opinion entière de la situation politique de M. Wilson, il nous importe trop de savoir la vérité pour que nous ne nous précipitions pas de la faire connaître à nos lecteurs.

« Nous ne pouvons aujourd'hui nous arrêter qu'à un coin de voile; à plus tard d'autres détails, en attendant le démenti de la Petite France que nous sommes tout prêt à reproduire.

« Suit la conversation rapportée par le correspondant du Journal d'Indre-et-Loire.

« Tantôt, sous le prétexte de la Bourse, j'ai rencontré un homme politique qui mène de front les affaires financières et les affaires du pays. Il m'a raconté des choses très étonnantes.

« — Avez-vous lu le Gaulois du matin m'a-t-il demandé d'un air d'abord.

« — Oui.

« — N'avez-vous pas remarqué une note où il est dit qu'un député de la Seine-primitif a écrit de France au point de vue de la démission de M. Grévy.

« — Si fait. Eh bien?

« — Ce député, je vous le dit tout bas, c'est M. Wilson.

« — Vous plaisantez. La maison Grévy-Wilson et C^{ie} réalise chaque année des bénéfices considérables, tant sur les affaires politiques que sur les affaires industrielles. Elles émerge de grosses sommes au budget. Les secrets d'État dont elle dispose lui permettent de spéculer à court sûr. Et la France est comblée de ses bénéfices, de ces usines et de ses maisons de rapport.

« — Je sais tout cela. Je connais les circulaires de M. Wilson recommandant ses imprimés, ses journaux, ses fils, ses chemises pour dossiers, ses agences pour les étrangers, etc. Mais malgré tout cela, où plutôt à cause de tout cela, vous répétez que M. Wilson a compromis toute sa fortune.

« — Vous me surprenez. Il a donc subi récemment de grosses pertes à la Bourse.

« — Je ne puis rien vous dire de plus aujourd'hui. Mais tenez, je vais vous citer un fait qui a son équilibre. M. Wilson a emprunté au Crédit foncier de France 2 millions de francs, pour acheter un terrain qui n'en vaut guère plus de 700,000. Pour avoir recours à une pareille complaisance du gouverneur Christophle, il faut que ce terrain soit d'une importance capitale. Vous paraissez bien renseigné. Cependant je vous donne un conseil. Si vous n'avez pas de renseignements sur M. Wilson, ne vous fiez pas à ce que vous m'avez dit. M. Wilson a beaucoup baissé dans son département de plusieurs mois. Lui-même, dans son allure, a quelque chose de fatigué et de découragé, mais je crois sa fortune encore solide. Et puis sa famille est composée de riches bourgeois. M. Grévy ne voudrait pas laisser succomber son genre dans un affaire d'argent.

« — Il est possible, en effet, que le président avertisse M. Wilson. Mais c'est un homme d'ordre et d'économie. S'il intervient, ce sera pour liquider toutes les affaires de son genre et l'écartier pour jamais des spéculations de tous genres.

« — Prétendez-vous qu'on donnerait à M. Wilson un nouveau conseil judiciaire?

« — Hé! la chose ne se peut pas. Enfin, sachez-vous de ce que je viens de vous dire : M. Wilson a peut-être été beau joueur, mais il a perdu.

« Et le bourgeois qui a été le plus malade le soir de la catastrophe, pour lequel M. Grévy a écrit le mot de l'art-le-Diable.

« Ces confidences m'ont semblé très graves. Je ne veux pas les commenter, bien qu'il ne s'en gène pas dans les couloirs de la Chambre. M. Grévy ne voudrait pas laisser succomber son genre dans un affaire d'argent.

UN MINISTÈRE DUCLERC

Paris, 25 mai. — Voici la combinaison que l'on donnait à 6 heures dernière comme probable :

Présidence du Conseil : M. DUCLERC.

Finances : M. RIBOT.

Affaires étrangères : M. RIBOT.

Intérieur : M. TIRARD.

Justice : M. RAYNAL.

Instruction publique : M. DEWÈS.

Agriculture et Commerce : M. MÉLINE.

Guerre : GÉNÉRAL SAUSSIER.

Les portefeuilles des postes, des télégraphes et des travaux publics n'auraient pas encore de titulaire.

M. DE FREYCINET

Paris, minuit. — Un entretien de M. de Freycinet avec M. J. Grévy a duré de 9 à 11 heures. M. de Freycinet a insisté de nouveau sur les points suivants : « On donne, comme certains, les acceptations de M. Rouvier pour les finances, de M. Raynal pour les travaux publics, et comme probable, celle du général Saussier pour la guerre.

AVEUX

Nous trouvons dans la Justice les aveux suivants :

« Le désastre règne dans les esprits; on en vient à se demander si les institutions de liberté et de représentation nationale, si laborieusement conquises, ne sont pas en train de se perdre. Les esprits lassés; on assiste d'un côté à des surprises comme celle des élections de 1885; on voit de l'autre le sentiment d'irritation se traduire par le progrès des voix révolutionnaires. Dans le Parlement même, comme dans l'opinion, on se demande si le mal n'est pas dans le régime... »

Le signataire de ces lignes est M. Camille Pelletan.

LE KRACH DE M. WILSON

Il y a quelques jours, le Figaro annonçait que la situation financière de M. Wilson, grand président de la République, était compromise. Nous n'avons pas voulu d'abord reproduire les allégués de M. Wilson, pensant qu'elles seraient démenties. Elles ne l'ont pas été. Aujourd'hui, les journaux de province, ceux même de la région où vivait M. Wilson, ont publié les détails de sa situation. M. Wilson dans le monde officiel et à la Chambre, le rôle qu'il a joué et celui qu'il s'est trop souvent donné dans les intrigues de la politique républicaine, ne nous empêchent pas de nous intéresser à son sort. Voici l'article qui a été publié sous ce titre. Une conversation à la Bourse, par le Journal d'Indre-et-Loire :

« Notre correspondant parisien, prié par nous de tirer au clair les bruits qui circulent depuis quelque

temps autour de l'Élysée et du château de Chenonceaux, nous envoie la réponse qu'on va lire. Elle suffit pour expliquer la déresse de Mme Pelouse, qui rendait ses démentis à la presse. Elle prouve que le pauvre homme, vendant tous les bestiaux de Chenonceaux, cherche à louer le château lui-même, comme un simple hôtel garni, et qu'il n'a pu se procurer les fonds nécessaires à cet effet, etc., etc.

« Est-ce M. Wilson qui entraîne Mme Pelouse dans sa débauche; est-ce le château de Chenonceaux qui précipite son frère? Vous n'avez pas vu l'un et l'autre opérant ensemble et, après avoir partagé les bénéfices, partageant la mauvaise fortune. C'est de la bonne morale.

« Quel qu'il soit, comme ces événements privés intéressent non seulement toute une région de notre département, mais l'opinion entière de la situation politique de M. Wilson, il nous importe trop de savoir la vérité pour que nous ne nous précipitions pas de la faire connaître à nos lecteurs.

« Nous ne pouvons aujourd'hui nous arrêter qu'à un coin de voile; à plus tard d'autres détails, en attendant le démenti de la Petite France que nous sommes tout prêt à reproduire.

« Suit la conversation rapportée par le correspondant du Journal d'Indre-et-Loire.

« Tantôt, sous le prétexte de la Bourse, j'ai rencontré un homme politique qui mène de front les affaires financières et les affaires du pays. Il m'a raconté des choses très étonnantes.

« — Avez-vous lu le Gaulois du matin m'a-t-il demandé d'un air d'abord.

« — Oui.

« — N'avez-vous pas remarqué une note où il est dit qu'un député de la Seine-primitif a écrit de France au point de vue de la démission de M. Grévy.

« — Si fait. Eh bien?

« — Ce député, je vous le dit tout bas, c'est M. Wilson.

« — Vous plaisantez. La maison Grévy-Wilson et C^{ie} réalise chaque année des bénéfices considérables, tant sur les affaires politiques que sur les affaires industrielles. Elles émerge de grosses sommes au budget. Les secrets d'État dont elle dispose lui permettent de spéculer à court sûr. Et la France est comblée de ses bénéfices, de ces usines et de ses maisons de rapport.

« — Je sais tout cela. Je connais les circulaires de M. Wilson recommandant ses imprimés, ses journaux, ses fils, ses chemises pour dossiers, ses agences pour les étrangers, etc. Mais malgré tout cela, où plutôt à cause de tout cela, vous répétez que M. Wilson a compromis toute sa fortune.

« — Vous me surprenez. Il a donc subi récemment de grosses pertes à la Bourse.

« — Je ne puis rien vous dire de plus aujourd'hui. Mais tenez, je vais vous citer un fait qui a son équilibre. M. Wilson a emprunté au Crédit foncier de France 2 millions de francs, pour acheter un terrain qui n'en vaut guère plus de 700,000. Pour avoir recours à une pareille complaisance du gouverneur Christophle, il faut que ce terrain soit d'une importance capitale. Vous paraissez bien renseigné. Cependant je vous donne un conseil. Si vous n'avez pas de renseignements sur M. Wilson, ne vous fiez pas à ce que vous m'avez dit. M. Wilson a beaucoup baissé dans son département de plusieurs mois. Lui-même, dans son allure, a quelque chose de fatigué et de découragé, mais je crois sa fortune encore solide. Et puis sa famille est composée de riches bourgeois. M. Grévy ne voudrait pas laisser succomber son genre dans un affaire d'argent.

« — Il est possible, en effet, que le président avertisse M. Wilson. Mais c'est un homme d'ordre et d'économie. S'il intervient, ce sera pour liquider toutes les affaires de son genre et l'écartier pour jamais des spéculations de tous genres.

« — Prétendez-vous qu'on donnerait à M. Wilson un nouveau conseil judiciaire?

« — Hé! la chose ne se peut pas. Enfin, sachez-vous de ce que je viens de vous dire : M. Wilson a peut-être été beau joueur, mais il a perdu.

« Et le bourgeois qui a été le plus malade le soir de la catastrophe, pour lequel M. Grévy a écrit le mot de l'art-le-Diable.

« Ces confidences m'ont semblé très graves. Je ne veux pas les commenter, bien qu'il ne s'en gène pas dans les couloirs de la Chambre. M. Grévy ne voudrait pas laisser succomber son genre dans un affaire d'argent.

UN MINISTÈRE DUCLERC

Paris, 25 mai. — Voici la combinaison que l'on donnait à 6 heures dernière comme probable :

Présidence du Conseil : M. DUCLERC.

Finances : M. RIBOT.

Affaires étrangères : M. RIBOT.

Intérieur : M. TIRARD.

Justice : M. RAYNAL.

Instruction publique : M. DEWÈS.

Agriculture et Commerce : M. MÉLINE.

Guerre : GÉNÉRAL SAUSSIER.

Les portefeuilles des postes, des télégraphes et des travaux publics n'auraient pas encore de titulaire.

M. DE FREYCINET

Paris, minuit. — Un entretien de M. de Freycinet avec M. J. Grévy a duré de 9 à 11 heures. M. de Freycinet a insisté de nouveau sur les points suivants : « On donne, comme certains, les acceptations de M. Rouvier pour les finances, de M. Raynal pour les travaux publics, et comme probable, celle du général Saussier pour la guerre.

AVEUX

Nous trouvons dans la Justice les aveux suivants :

« Le désastre règne dans les esprits; on en vient à se demander si les institutions de liberté et de représentation nationale, si laborieusement conquises, ne sont pas en train de se perdre. Les esprits lassés; on assiste d'un côté à des surprises comme celle des élections de 1885; on voit de l'autre le sentiment d'irritation se traduire par le progrès des voix révolutionnaires. Dans le Parlement même, comme dans l'opinion, on se demande si le mal n'est pas dans le régime... »

Le signataire de ces lignes est M. Camille Pelletan.

LE KRACH DE M. WILSON

Il y a quelques jours, le Figaro annonçait que la situation financière de M. Wilson, grand président de la République, était compromise. Nous n'avons pas voulu d'abord reproduire les allégués de M. Wilson, pensant qu'elles seraient démenties. Elles ne l'ont pas été. Aujourd'hui, les journaux de province, ceux même de la région où vivait M. Wilson, ont publié les détails de sa situation. M. Wilson dans le monde officiel et à la Chambre, le rôle qu'il a joué et celui qu'il s'est trop souvent donné dans les intrigues de la politique républicaine, ne nous empêchent pas de nous intéresser à son sort. Voici l'article qui a été publié sous ce titre. Une conversation à la Bourse, par le Journal d'Indre-et-Loire :

« Notre correspondant parisien, prié par nous de tirer au clair les bruits qui circulent depuis quelque

temps autour de l'Élysée et du château de Chenonceaux, nous envoie la réponse qu'on va lire. Elle suffit pour expliquer la déresse de Mme Pelouse, qui rendait ses démentis à la presse. Elle prouve que le pauvre homme, vendant tous les bestiaux de Chenonceaux, cherche à louer le château lui-même, comme un simple hôtel garni, et qu'il n'a pu se procurer les fonds nécessaires à cet effet, etc., etc.

« Est-ce M. Wilson qui entraîne Mme Pelouse dans sa débauche; est-ce le château de Chenonceaux qui précipite son frère? Vous n'avez pas vu l'un et l'autre opérant ensemble et, après avoir partagé les bénéfices, partageant la mauvaise fortune. C'est de la bonne morale.

« Quel qu'il soit, comme ces événements privés intéressent non seulement toute une région de notre département, mais l'opinion entière de la situation politique de M. Wilson, il nous importe trop de savoir la vérité pour que nous ne nous précipitions pas de la faire connaître à nos lecteurs.

« Nous ne pouvons aujourd'hui nous arrêter qu'à un coin de voile; à plus tard d'autres détails, en attendant le démenti de la Petite France que nous sommes tout prêt à reproduire.

« Suit la conversation rapportée par le correspondant du Journal d'Indre-et-Loire.

« Tantôt, sous le prétexte de la Bourse, j'ai rencontré un homme politique qui mène de front les affaires financières et les affaires du pays. Il m'a raconté des choses très étonnantes.

« — Avez-vous lu le Gaulois du matin m'a-t-il demandé d'un air d'abord.

« — Oui.

« — N'avez-vous pas remarqué une note où il est dit qu'un député de la Seine-primitif a écrit de France au point de vue de la démission de M. Grévy.

« — Si fait. Eh bien?

« — Ce député, je vous le dit tout bas, c'est M. Wilson.

« — Vous plaisantez. La maison Grévy-Wilson et C^{ie} réalise chaque année des bénéfices considérables, tant sur les affaires politiques que sur les affaires industrielles. Elles émerge de grosses sommes au budget. Les secrets d'État dont elle dispose lui permettent de spéculer à court sûr. Et la France est comblée de ses bénéfices, de ces usines et de ses maisons de rapport.

« — Je sais tout cela. Je connais les circulaires de M. Wilson recommandant ses imprimés, ses journaux, ses fils, ses chemises pour dossiers, ses agences pour les étrangers, etc. Mais malgré tout cela, où plutôt à cause de tout cela, vous répétez que M. Wilson a compromis toute sa fortune.

« — Vous me surprenez. Il a donc subi récemment de grosses pertes à la Bourse.

« — Je ne puis rien vous dire de plus aujourd'hui. Mais tenez, je vais vous citer un fait qui a son équilibre. M. Wilson a emprunté au Crédit foncier de France 2 millions de francs, pour acheter un terrain qui n'en vaut guère plus de 700,000. Pour avoir recours à une pareille complaisance du gouverneur Christophle, il faut que ce terrain soit d'une importance capitale. Vous paraissez bien renseigné. Cependant je vous donne un conseil. Si vous n'avez pas de renseignements sur M. Wilson, ne vous fiez pas à ce que vous m'avez dit. M. Wilson a beaucoup baissé dans son département de plusieurs mois. Lui-même, dans son allure, a quelque chose de fatigué et de découragé, mais je crois sa fortune encore solide. Et puis sa famille est composée de riches bourgeois. M. Grévy ne voudrait pas laisser succomber son genre dans un affaire d'argent.

« — Il est possible, en effet, que le président avertisse M. Wilson. Mais c'est un homme d'ordre et d'économie. S'il intervient, ce sera pour liquider toutes les affaires de son genre et l'écartier pour jamais des spéculations de tous genres.

« — Prétendez-vous qu'on donnerait à M. Wilson un nouveau conseil judiciaire?

« — Hé! la chose ne se peut pas. Enfin, sachez-vous de ce que je viens de vous dire : M. Wilson a peut-être été beau joueur, mais il a perdu.

« Et le bourgeois qui a été le plus malade le soir de la catastrophe, pour lequel M. Grévy a écrit le mot de l'art-le-Diable.

« Ces confidences m'ont semblé très graves. Je ne veux pas les commenter, bien qu'il ne s'en gène pas dans les couloirs de la Chambre. M. Grévy ne voudrait pas laisser succomber son genre dans un affaire d'argent.

UN MINISTÈRE DUCLERC

Paris, 25 mai. — Voici la combinaison que l'on donnait à 6 heures dernière comme probable :

Présidence du Conseil : M. DUCLERC.

Finances : M. RIBOT.

Affaires étrangères : M. RIBOT.

Intérieur : M. TIRARD.

Justice : M. RAYNAL.

Instruction publique : M. DEWÈS.

Agriculture et Commerce : M. MÉLINE.

Guerre : GÉNÉRAL SAUSSIER.

Les portefeuilles des postes, des télégraphes et des travaux publics n'auraient pas encore de titulaire.

M. DE FREYCINET

Paris, minuit. — Un entretien de M. de Freycinet